

L'HISTOIRE PEUT-ELLE CONTRIBUER À LA

INTRODUCTION AU DOSSIER

COMPRÉHENSION DU TRAVAIL SOCIAL?

Pierre Tilly (HELHa Mons)

Née dans les sociétés industrielles d'Europe occidentale dans le courant du 19e siècle, arrimée à la question nationale, la question sociale revient, depuis quelques années, sur le devant de la scène politique et intellectuelle. Les conséquences structurelles de la crise financière et économique de 2008, la colère sociale liée à la fragilisation du pouvoir d'achat, la précarité qui prive un nombre croissant d'individus de toute possibilité de participation sociale y sont pour beaucoup. En Europe, la généralisation du salariat avec la part croissante du salaire indirect qui a permis de financer la protection sociale d'une grande majorité de la population des pays européens semblait avoir réglé la question sociale. Ce traitement de la question sociale, considéré comme « marque de fabrique européenne », a inspiré notamment les pays de l'Amérique latine et d'autres pays dits « émergents », qui ont développé des approches indépendantes et originales. Depuis, traversée par les approches néo-libérales et les préoccupations identitaires, la guestion sociale semble revêtir une dimension globale et témoigne d'un certain recul des protections publiques et de l'apparition de nouvelles formes d'aides solidaires. Comment se décline-t-elle sur le terrain de l'intervention sociale et aux yeux de ses acteurs ? Ce sont plusieurs interrogations et tentatives de décryptage sur cette question sociale - qui se retrouvent en filigrane des différentes contributions à la fois diverses et complémentaires – qui jalonnent ce numéro de *Dynamiques*. Elles font suite à un premier volet consacré à l'histoire du travail social en septembre 2018¹.

Cette question sociale ne date pas d'hier d'où l'intérêt de la replacer dans la longue perspective. Une approche rétrospective et réflexive sur le travail social dans sa dimension historique permet ainsi de mieux décoder l'actualité sociale



LE TRAVAIL SOCIAL FACE AUX MUTATIONS SOCIALES, POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Revue n° 8, Décembre 2018

MOTS - CLÉS

- Travail social
- Question sociale
- Histoire sociale

COMITÉ DE LECTURE

Renée Dresse Paul Lodewick Florence Loriaux Christine Machiels Pierre Tilly

CONTACTS

Éditrice responsable : Christine Machiels

Coordinatrice n° 8: Christine Machiels christine.machiels@carhop.be

Support technique : Neil Bouchat neil.bouchat@carhop.be

www.carhop.be

Tél: 067/48.58.61 02/514.15.30

¹ « Questionner le sens du travail social, hier et aujourd'hui », *Dynamiques. Histoire sociale en revue*, n° 7, septembre 2018 [En ligne], mis en ligne le 5 novembre 2018. URL : http://www.carhop.be/revuescarhop/

et celle du secteur au travers d'un regard pluriel intégrant l'histoire récente. Il s'agit tout autant de mettre en évidence des pratiques que des contradictions qui peuvent sans conteste éclairer des enjeux contemporains. Cette démarche peut et doit s'accompagner de la création d'outils pédagogiques au service des enseignants et des formateurs désireux de retracer le cheminement des métiers du social sous l'angle de sa généalogie pour mieux mettre en lumière ses déclinaisons présentes. Dans ce cadre, un module pédagogique a été construit collectivement en 2016 par des enseignants d'histoire sociale, sous l'impulsion de Paul Lodewick, Pierre Tilly (coord.), Christine Machiels, Luc Blanchard (HELHa), Florence Loriaux (HELMo), et avec le soutien du CARHOP. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'une réflexion, initiée par l'ABFRIS (Association belge francophone pour la formation, la recherche et l'intervention sociale), sur les mutations du travail social, qui donne lieu à une exposition réalisée par La Fonderie asbl en décembre 2018². L'importance de relier réflexion et formation pour se mettre à distance et prendre le recul nécessaire se doit d'être soulignée ici encore dans le contexte sociétal actuel où la tyrannie de l'immédiateté semble de plus en plus prégnante.

Ce qui frappe dans les débats sur le travail social, c'est le caractère redondant de certaines interrogations même si elles se posent dans des contextes nécessairement différents. L'histoire ne se répète jamais mais au travers de discussions qui semblent récurrentes, plusieurs thèmes se dégagent comme celui de la crise des professions et du malaise des professionnels ou celui de l'unité ou de la diversité des professions et des interventions sociales. Ajoutons encore une interrogation radicale sur l'existence même du travail social comme « corps professionnel et mode d'intervention de la société sur elle-même, le terme ne représentant, pour certains, rien d'autre qu'une commodité de désignation administrative »³.

Le travail social désigne effectivement des professions dont la définition est fortement soumise aux conjonctures, qu'il s'agisse de dynamiques économiques ou de politiques publiques. Le travail social s'adapte aussi constamment aux changements démographiques et culturels, soucieux de ne pas se laisser submerger par le flot des perpétuelles mutations. C'est sans conteste une force que l'on peut qualifier de résilience face au changement. La profession a cherché, tout au long de son histoire, de nouveaux objectifs, des modes d'action nouveaux, s'est défini régulièrement de nouveaux publics prioritaires. Mais pour être complet, le tableau doit faire état des incertitudes, dévalorisations, doutes, concurrences qui traversent le travail social. L'étude des diverses définitions du travail social révèle donc une interrogation constante sur ses fondements, sa fonction et son objet. Car ce sont diverses conceptions du travail social qui coexistent, voire s'affrontent, aux divers moments de son histoire. Ainsi, ce qui définissait le travail social à une période donnée peut être (re)mis en question à la période suivante.

UNE HISTOIRE SOCIALE RENOUVELÉE

Traditionnellement, l'histoire sociale s'est penchée au chevet des collectifs et des groupes, excluant de facto l'individu réduit au rôle d'agent plus ou moins conscient de l'histoire. Mais des courants

² Le comité de lecture des n° 7 et 8 de *Dynamiques* est en partie une émanation de ce groupe d'enseignants, avec également la contribution de Renée Dresse (CARHOP).

³ Autès M, « Le travail social indéfini », Recherches et Prévisions, n° 44 : Travail social, trois points de vue, juin 1996. p. 1.

nouveaux, parfois innovants, ont fait leur apparition depuis trois décennies. Ils ont permis de relier une approche plus macrosociale, longtemps dominante et une approche micro intégrant une prise en compte de plus en plus importante des représentations. Elle se situe au cœur d'une histoire sociale sensible défendue par l'historien français, Dominique Kalifa, partisan d'une « approche ethnoanthropologique des sociétés, soucieuse de restituer les appréciations, les sensibilités, les valeurs, les croyances, les imaginaires, mais aussi les expériences subjectives des acteurs, bref l'ensemble des voies par lesquelles les individus et les groupes perçoivent, pensent et donnent sens au monde qui les entoure »4. Cet aggiornamento dans l'histoire sociale invitait donc à repenser l'articulation entre le singulier et le collectif et donc, à partir du vécu et du quotidien des acteurs, des représentations fondant leurs perceptions du monde, pour éclairer leurs pratiques ou leurs imaginaires. À la fin des années 1970, la *microstoria* voit le jour en Italie, ouvrant de nouvelles perspectives sur les pratiques sociales et culturelles en termes d'analyse et d'approche narrative dans le cadre d'une microhistoire longtemps décriée⁵. Fort d'une reconnaissance de la diversité et de la complexité des parcours individuels, ce courant qui décortique la chair de la vie sociale rejoint les intuitions des partisans d'une histoire des « sans-voix », ces anonymes dont les archives ne conservent souvent pas la trace⁶. Toujours est-il que cette histoire sociale renouvelée nous invite aujourd'hui encore à croiser plusieurs niveaux d'interprétation historique et plusieurs échelles d'analyse. C'est une approche que nous retrouvons en partie dans les articles qui sont repris dans ce numéro. Citons également le cas du département de Maine-et-Loire en France. Une vaste enquête auprès des acteurs du travail social ayant cessé leur activité est en cours au sein des archives départementales⁷. Cette enquête éclaire, sur la perspective d'une cinquantaine d'années, les évolutions de ses métiers, de son contexte, de son organisation institutionnelle et de ses pratiques. Des témoignages ont été recueillis et cette mémoire a été rassemblée afin qu'elle puisse éclairer l'Histoire et permettre une transmission aux professionnels d'aujourd'hui. Dans le cas du travail social en Belgique et ses diverses dimensions, Christine Machiels nous montre tout le parti que l'on peut retirer d'une analyse de contenu d'une revue, La Gazette parallèle, un mensuel diffusé auprès des professionnels du travail social entre 1977 et 1984. Issue d'un Centre pour la recherche sur la prévention et la guidance des adolescents, cette revue avait pour but d'informer les professionnels du secteur. Elle est représentative des débats qui traversent le secteur à cette période mais aussi d'une ambition qui dépasse le seul besoin d'informer. Le titre d'un éditorial « Savoir égale pouvoir », datant de mai 1978, est révélateur à ce sujet.

L'intérêt pour cette microhistoire ne doit pas nous faire oublier les apports de domaines classiques de l'histoire sociale comme l'étude du chômage, de la structuration du salariat moderne ou des mutations des marchés du travail. L'histoire du mouvement ouvrier avec une problématique au départ essentiellement politique garde tout son intérêt et reste un champ encore largement en friche si l'on considère la thématique des relations entre les travailleurs du social et les syndicats. Reste que les années 1980 et 1990 sont aussi marquées par la percée d'une histoire des « exclus » et des « marginaux », catégories situées à la périphérie du monde salarial et qui intéressent particulièrement le champ de l'intervention sociale. Des travaux et recherches dans ce domaine seraient plus qu'utiles à mener dans

⁴ DEMARTINI A-E et KALIFA D. (dir.), *Imaginaire et sensibilités au XIX*^e siècle. Études pour Alain Corbin, Paris, Éditions Créaphis, 2005.

⁵ Carlo Ginzburg, Giovanni Levi et Simona Cerruti sont les porte-drapeaux de ce courant qui s'articule autour de la collection « Microstorie » chez les Éditions Giulio Einaudi à Turin.

⁶ Perrot M., Les femmes ou les silences de l'histoire, Paris, Flammarion, 1998.

⁷ Voir le site web: https://www.archives49.fr/espace-culturel/conferences-en-ligne/50-ans-travail-social/

le futur dans l'idée déjà évoquée d'éclairer des enjeux contemporains et de montrer le rôle, qui est loin d'être passif, de ces publics. Bien que marginalisés, les oubliés de la crise et leurs chemins de vie sont tout autant illustratifs de mutations importantes de la société et donc la prise en compte de leur parcours et de leur récit s'impose comme une évidence dans une démarche scientifique de nature historique. Cet éclairage par l'histoire passe inévitablement par la nécessité de contextualiser.

DE LA COMPLEXITÉ DE LA PÉRIODISATION À UNE NÉCESSAIRE CONTEXTUALISATION

En matière d'assistance sociale et de lutte contre la pauvreté en Belgique, Daniel Zamora Vargas parle, dans son étude historique, de trois grandes transformations de l'État et du corps social⁸. Au côté du bouleversement des frontières symboliques du social et de la transformation des frontières étatiques de l'ordre économique, nous retiendrons surtout le dépassement des frontières de l'État social luimême. La périodisation proposée par l'auteur conduit à rappeler l'importance de cet exercice qui permet de fixer des balises temporelles et de donner une architecture à un édifice social en perpétuelle construction. Les bornes chronologiques peuvent être toutefois sujettes à discussion, ne fût-ce que parce que tout changement se déroule souvent par petites couches successives. Quelles dates de début et de fin doit-on fixer et selon quels critères ? Les dates retenues le sont-elles en vertu d'un changement institutionnel, d'une législation nouvelle ou répondent-elles à la singularité des parcours des acteurs et à leurs propres représentations temporelles qui reposent parfois sur d'autres moments ou événements qu'ils jugent plus significatifs ? Qu'en est-il par ailleurs de la prise en compte de l'histoire des idées ? Vers le début des années 1970, l'apport des sciences sociales dans le champ du service social a soulevé des débats importants qui ont mené à des transformations de la pratique. Par exemple, la théorie des rôles, celle des systèmes ou encore la théorie de la communication ont permis l'établissement des fondements théoriques en service social. Des praticiens et penseurs en marge comme Fernand Deligny – dont la figure, centrale dans le secteur des éducateurs spécialisés, est évoquée par Michaël Pouteyo dans ce numéro – mettent en avant la figure du sujet dans le travail social au travers du langage. La réponse à la question de la périodisation est donc complexe mais le croisement des archives officielles, institutionnelles, des productions intellectuelles et de l'histoire orale, par exemple, peut permettre de poser des balises en la matière.

Par ailleurs, la contextualisation est indispensable si l'on veut donner un sens plus général à la microhistoire et à la singularité des parcours pour produire en quelque sorte de la généralisation au milieu de la singularité. Quelques jalons importants sont à souligner si l'on prend les quatre dernières décennies. Après les Trente Glorieuses (1944-1974), le travail social et les politiques sociales vont éprouver d'énormes difficultés à se reconfigurer, les travailleurs sociaux devenant « les pompiers du social »⁹. Un nouveau paradigme voit le jour sous le nom de consensus de Washington, feuille de route d'une véritable révolution conservatrice mise en œuvre concrètement par les gouvernements

⁸ Zamora Vargas D., De l'égalité à la pauvreté. Une socio-histoire de l'assistance en Belgique (1895-2015), Bruxelles, Éditions de l'ULB, 2018, p. 217.

⁹ Henri P., *Histoire du travail social. De la fin du XIX*^e *siècle à nos jours*, Rennes, Presses de l'EHESP, p. 251 (collection Politiques et interventions sociales).

Thatcher au Royaume-Uni¹º dès 1980 et Reagan¹¹ aux USA en 1981. L'équilibre entre l'économique et le social est redéfini, le social n'étant plus considéré comme une condition mais comme une conséquence du développement économique. La phrase devenue célèbre du chancelier allemand, Helmut Schmidt¹², au milieu des années 1970 : « les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain », constitue la ligne de conduite des gouvernements belges des années 1980. Outre l'assainissement des finances publiques, la priorité est donc accordée à la profitabilité des entreprises et à leur compétitivité, quitte à ce que la sécurité sociale soit mise dans une situation d'austérité en attendant des jours meilleurs. Sur le plan idéologique, le consensus sur l'efficacité de la sécurité sociale est mis en débat. Ceci est analysé au travers de la contribution de Thierry Dock et de Pierre Reman dans le présent numéro.

Les mobilisations dans le secteur de l'aide à la jeunesse au tournant des années 1970-1980 avaient déjà donné le ton du malaise qui régnait parmi les travailleurs sociaux et dont Christine Machiels évoque la teneur dans sa contribution déjà citée. Dans la foulée, le contexte socio-politique des années 1980 et 1990 marqué en grande partie par le sceau des politiques d'austérité, le rôle changeant de l'État et la décentralisation du social ont provoqué des transformations d'envergure dans la conceptualisation et la prestation des services sociaux et de santé ainsi que dans la fonction même de la profession du service social. Une analyse critique des rapports entre l'État et la profession commence à l'époque à s'articuler dans certains milieux et se poursuit dans les années 2000 comme l'atteste la création du Comité de vigilance du travail social en 2002. On s'interroge alors sur l'autonomie réelle de l'État et sur les motifs qui l'incitent à se désengager de ses responsabilités face au bien-être social, par exemple. Des craintes s'expriment de plus en plus ouvertement face au développement d'une société duale (travailleurs protégés face à celles et ceux qui sont de plus en plus précarisés) que certains n'hésitent pas à associer à l'enfer. Cela conduit les travailleurs sociaux à s'interroger sur le sens de leurs pratiques, de leur action et des aides qu'ils apportent aux populations marginalisées, ce qui est déjà le cas dès les années 1970 comme l'a bien documenté le numéro 7 de la revue Dynamiques de septembre 2018. Trois décennies plus tard, les interrogations persistent. Le travail social doit-il rester à la marge pour panser les blessures sociales et psychologiques ou entrer en résistance en faveur d'un projet de société plus égalitaire, de partage de travail et de partage de revenus ? Ces deux options font débat au sein de la profession et sans aucun doute aujourd'hui encore même si le contexte socioéconomique et les pratiques du travail social ont bien entendu changé et évolué. Des interrogations et questions anciennes demeurent et n'ont toujours pas trouvé de réponse satisfaisante sur les fonctions d'aide et de contrôle, dont la confusion ne fait que grandir. La contribution proposée par un assistant social, Dimitri Freson, illustre le grand écart de plus en plus conséquent auquel sont soumis les professionnels du social qui en arrivent à être « empêchés » dans leurs missions et leur action. Les mesures de plus en plus coercitives prises à l'encontre des publics précarisés et limitant leurs droits et leurs libertés fondamentales sont au cœur de son témoignage qui est aussi une invitation à la réflexion. Selon Dimitri Freson, ces limitations ne sont pas apparues du jour au lendemain mais sont le fait d'un discours et de mesures politiques de plus en plus agressifs et décomplexés. On peut tout

¹⁰ Margaret Thatcher (1925-2013) : dirigeante du Parti conservateur au Royaume-Uni de 1975 à 1990 et Première ministre de février 1979 à novembre 1990.

¹¹ Ronald Reagan (1911-2004): président – républicain – des États-Unis de 1981 à 1989.

¹² Helmut Schmidt (1918-2015) : social-démocrate, chancelier de la République fédérale d'Allemagne de 1974 à 1982.

à fait le suivre dans cette idée à la lumière de la perspective plus large que nous donne l'histoire du temps présent en ce début de 21^e siècle.

Les politiques sociales doivent se lire de plus en plus à partir des années 1980 au travers du niveau local. Les années 1980 et 1990 sont caractérisées par un désengagement de l'État et la décentralisation du social et, cela, au niveau mondial. Trois grands thèmes se dégagent dans cette perspective. Tout d'abord, le discours sur la re-légitimation du social qui se construit à partir d'une demande d'efficacité et de rentabilité visant à adapter des modalités d'intervention aux exigences économiques mais aussi une demande de sens. Ensuite, la thématique de la responsabilisation, ce qui conduit à impulser un processus de rationalisation du travail des acteurs. Enfin, l'évaluation devient la mesure de l'efficacité d'un dispositif. Face aux anciennes procédures de contrôle de conformité apparaissent des formes plus modernes de contrôle administratif. Ces pratiques d'évaluation vont être confisquées par des « professionnels » issus d'autres qualifications (audit, experts). Dans une société dont les normes et les valeurs semblent de plus en plus imprégnées de références gestionnaires, une logique d'action centrée sur l'efficacité, le contrôle et la transparence de l'action publique à moindre coût (production d'indicateurs, audit, évaluations, appels à projets...) s'affirme comme le modèle à suivre en administration publique et des objectifs à atteindre¹³. C'est en quelque sorte l'échec de l'État dans sa grande capacité de redistribution et de régulation qui est au cœur du débat comme la montée des inégalités salariales ou fiscales qui ont toujours une résonnance actuelle.

L'un des problèmes se situe surtout au niveau de l'intervention sociale et de son impact sur les réalités sociales. L'enthousiasme axé sur la possibilité de changer la société se bute à un genre d'impuissance et de désenchantement chez les acteurs. On ressent cette l'impuissance face à l'ampleur des problèmes humains et sociaux dans les discours actuels des acteurs. Mais ce n'est pas nécessairement de la résignation comme le traduit une métaphore souvent usitée dans le milieu du travail social : « on vide l'océan avec une petite cuillère ». À ce propos, l'article de Jean-Sébastien Alix explore la question des modes de subjectivation des professionnels face aux mutations du travail social. Et ses conclusions nous invitent à faire preuve de toute la prudence nécessaire sur l'idée d'un désenchantement qui aurait tendance à se généraliser.

Rappelons pour conclure que la connaissance historique est toujours une œuvre de recomposition même cohérente à postériori. Les contemporains des faits et des événements qui sont décodés parfois bien longtemps après leur existence, ne les ont pas ressentis, vécus de la même manière qu'actuellement, portés par des valeurs et des représentations inscrites dans un tout autre contexte. Si nous avons le confort de connaître plus ou moins les changements survenus entre les faits et leur explicitation aujourd'hui, il faut toujours avoir en tête qu'il doit s'agir d'un travail rigoureux, scientifique pour produire des connaissances, tendre à une vérité des faits et à les rendre largement disponibles. L'historien écrit, produit le lieu et le temps, mais il est lui-même dans un lieu et un temps¹⁴. La vérité en histoire est toujours en phase de réécriture et nous apporte au travers de ce qui a été des points de repères pour le présent et le futur. Il en va du social comme du reste.

¹³ Bezes P, « Morphologie de la RGPP — Une mise en perspective historique et comparative », *Revue française d'administration publique*, 2010/4, n° 136, p. 775-802.

¹⁴ De Certeau M., L'Écriture et l'Histoire, Paris, Gallimard, 1975.

POUR CITER CET ARTICLE

TILLY P., « L'histoire peut-elle contribuer à la compréhension du travail social ? », *Dynamiques. Histoire sociale en revue*, n° 8, décembre 2018 [En ligne], mis en ligne le 21 décembre 2018.

URL: http://www.carhop.be/revuescarhop/